TUNISIE

Le gouvernement multiplie les concessions, la rue demande plus

La Tunisie a bouclé, hier vendredi, sa première semaine de l'après-Ben Ali. Une semaine folle où «la révolution du jasmin» a balayé l'un des régimes les plus hermétiques de la planète. Mais la nouvelle ère tarde encore à se dévoiler. Où va la Tunisie ? Derrière l'euphorie ambiante, c'est la question essentielle du moment dans un pays désormais ouvert à tous les scénarios.

Photo : DR

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La situation politique y est d'autant plus compliquée en effet que, d'un côté, il y a la rue, c'est-à-dire tout le peuple tunisien qui réclame le départ de tout le personnel politique ayant dirigé le pays jusque-là, en l'occurrence y compris le gouvernement de transition actuel, et de l'autre, une opposition dont l'existence se résume encore à des sigles et des noms de quelques leaders, tous forcés à l'exil sous Ben Ali. Un vide si propice à l'éclosion de «monstres», et la Tunisie en possède un, justement : Ennadha de l'intégriste Rachid El Ghanouchi, qui est l'un des activistes les plus en vue du «Londonisthan», comme les spécialistes de l'islamisme ont fini par appeler la capitale anglaise. Hier, à l'occasion de la prière du vendredi, certains imams de Tunis appelaient déjà à ne plus «séparer la politique de la religion», rapporte l'AFP. Une prière de vendredi que le gouvernement de transition avait décidé la veille qu'elle soit consacrée «à la prière de l'absent», en hommage aux martyrs de la révolution tunisienne, une centaine. Ceci entre autres mesures prises, jeudi, par le premier conseil des ministres réunissant le gouvernement composé lundi. Outre trois jours de deuil national, le gouvernement a décidé de quelques autres mesures de nature à contenter la rue : la reprise par l'Etat de tous les biens mobiliers et immobiliers du Rassemblement constitutionnel démocratique, démission de ce dernier de tous les ministres lui appartenant et siégeant encore dans le gouvernement de transition. L'un d'entre eux, Zoheir M'dhaffer, quittera carrément le gouvernement par souci, justifie-t-il, «de l'intérêt supérieur de la nation. Est également décidée l'adoption d'un avant-projet de loi portant amnistie générale qui sera présenté au Parlement et qui «concernera (même) le mouvement Ennahda», précisera le porte-parole du gouvernement.

De même que le gouvernement a décidé la reprise des classes dès la semaine prochaine, le week-end en Tunisie étant samedi-dimanche. Avec annonce de démantèlement des cellules de la police politique dans les universités.

Enfin, les commissions nationales de la transition, notamment celle chargée de préparer les élections présidentielle et législatives, dans les six mois, entameront leur travail dès le début de semaine. C'est dire que le gouvernement Ghanouchi ne lésine sur aucune initiative pour tenter d'absorber la contestation, toujours si vive dans le pays même si elle prend des formes plus apaisée. En fait, la protestation et les manifestations publiques sont devenues le quotidien des Tunisiens qui concentrent tout, désormais, sur le RCD. Quasiment tous les locaux du Rassemblement ont été investis par les manifestants qui ne réclament rien de moins que sa dissolution.

La nuit, des comités de citoyens se chargent «de défendre les quartiers et la révolution». D'autres formes de protestations commencent à faire leur apparition depuis ce week-end : les journalistes ont pris les commandes dans les rédactions, les chauffeurs de bus de Tunis appellent à une grève et, chose inimaginable il y'a seulement quelques jours, des policiers veulent constituer un syndicat !

K. A.

JORDANIE

Manifestation à Amman contre l'inflation et le gouvernement

Près de 4 000 personnes, selon la police, ont manifesté dans le calme vendredi en Jordanie, après la prière, pour protester contre la vie chère et la politique économique du gouvernement, malgré l'annonce par le gouvernement de nouvelles mesures sociales.

A Amman, les manifestants ont répondu à l'appel des islamistes, des syndicats professionnels et des partis de gauche, alors que 1 400 personnes, selon la police, ont manifesté notamment à Zarka (nord-est) et Irbid (nord).

«Non à l'oppression, oui au changement», «Nous voulons la liberté et la justice sociale», «Non à la faim qui vise à nous mettre à genoux», «Nous voulons un gouvernement de sauvetage national», proclamaient les banderoles à Amman. Les manifestants brandissant des drapeaux jordaniens et de leurs partis, scandent «Rifaï, Rifaï (le Premier ministre Samir Rifaï) va-t-en, le peuple ne cèdera pas». Un important dispositif policier a encadré le cortège qui s'est dirigé vers la mairie, où des dirigeants islamistes ont prononcé des discours.

«Les réformes politiques sont une nécessité urgente», a déclaré le secrétaire général du FAI Hamzeh Mansour.

Pour sa part le syndicaliste Maissa Malass a qualifié les mesures sociales du gouvernement «de piqûres d'anesthésie, alors que nous avons besoin de réformes globales».

La police avait distribué de l'eau et des jus de fruits aux manifestants, avant le début de leur marche.

Le Front de l'action islamique (FAI), principal parti d'opposition en Jordanie, avait appelé à manifester dans le calme.

Le gouvernement a annoncé jeudi le déblocage de 200 millions de dinars (283 millions USD) notamment pour augmenter les salaires des fonctionnaires et des retraités civils et militaires, neuf jours après l'annonce de premières mesures en vue d'une baisse des prix et de la création d'emplois.

Le Premier ministre, dont la démission a été réclamée lors de manifestations récentes, a affirmé jeudi aux députés que les problèmes économiques «remontent à plusieurs années» et que son gouvernement «ne peut être accusé d'en être responsable». Cette manifestation contre la vie chère est la deuxième dans le royaume depuis la chute du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali, alors qu'un sit-in a été organisé dimanche également par les islamistes devant le Parlement pour protester contre l'inflation et la politique économique du gouvernement.

Un sit-in a eu lieu auparavant devant l'ambassade de Tunisie, en soutien au peuple tunisien.

Quelque 25% des Jordaniens vivent sous le seuil de pauvreté, selon une étude du Conseil économique et social jordanien.

SÉNÉGAL

À Dakar, les coupures de courant provoquent incendies, peur et colère

Une odeur de brûlé se dégage d'une maison aux murs noircis par la fumée, après un incendie né d'un court-circuit dans un quartier de Dakar où, aux coupures régulières, se mêle la peur qu'un retour du courant ne rallume le feu ou n'endommage le matériel électro-ménager.

«Tout a brûlé dans cette pièce avec trois lits, un ordinateur et une somme de 325 000 FCFA (495 euros)», raconte à l'AFP Ma Touré, une sexagénaire encore sous le choc après l'incendie qui vient de ravager une partie de son domicile dans le quartier de Liberté 5.

«Le feu a d'abord pris au niveau du disjoncteur, avant de se propager dans la maison après un brusque retour du courant», raconte son fils Salif Ndiaye, en désignant des restes calcinés d'un livre d'un chef religieux musulman sénégalais, de tuiles effondrées et d'installations électriques endommagées.

«Des étincelles jaillissent du poteau électrique près de ma maison. L'autre soir, j'ai dû m'enfuir avec mon bébé d'un mois par peur d'un incendie. J'ai peur après le retour de l'électricité», affirme Marcelle Diédhiou qui habite dans le voisinage.

Le Sénégal est confronté depuis des mois à des coupures régulières dues aux difficultés financières de la Société nationale d'électricité (Senelec) à approvisionner en carburant ses centrales et à renouveler son matériel, ce qui engendre la colère grandissante de la population.

A Fass et à la Médina, deux quartiers populaires de Dakar, des traces de pneus brûlés étaient encore visibles jeudi après les manifestations spontanées qui s'y sont déroulées quelques heures auparavant pour protester contre des coupures parfois fatales. «La psychose des incendies liés aux courts-circuits hante le sommeil des populations», a titré jeudi le quotidien Le Populaire.

«Il y a beaucoup de débuts d'incendies quand le courant revient. C'est dû à la (mauvaise) qualité des équipements, la non-conformité des installations électriques avec des disjoncteurs contrefaits et des fils sous-dimensionnés», affirme Momar Ndao, président d'une association de consommateurs.

«J'ai perdu cette semaine un téléviseur neuf après le retour du courant. Je ne vais pas me fatiguer à entreprendre d'interminables et coûteuses démarches pour me faire rembourser par la Senelec», affirme Khady Sy, une fonctionnaire découragée.

Pourtant, un responsable de la Senelec affirme que l'entreprise a «souscrit une police d'assurances pour couvrir les dommages des clients et allégé la procédure de remboursement». Mais les pertes matérielles ne sont pas les pires : une plainte a récemment été déposée par douze associations de consommateurs «pour homicide involontaire» contre la Senelec, après «la mort de 18 bébés à la crèche de l'hôpital de Ziguinchor (Sud) pendant le mois de septembre».

Dans le quartier Rue 10, le vrombissement du groupe électrogène noie les paroles de Mamadou Niang, un tailleur qui dit dépenser «10 000 francs CFA (15 euros) d'essence par jour, le quart de mon chiffre d'affaires quotidien» pour travailler pendant les coupures.

A Grand-Dakar, autre quartier populaire, quatre jeunes se présentant comme menuisier, tailleur, soudeur et gérant de salle de jeux discutent sur une rue.

«Nous sommes dehors faute de courant pour travailler. Que le président Abdoulaye Wade médite ce qui s'est passé en Tunisie», où une révolte populaire a contraint à la fuite le président Ben Ali, affirme l'un deux.

«Si Wade a de l'argent à consacrer au Monument de la Renaissance (une statue géante à Dakar qui a coûté 15 millions d'euros) ou au Festival mondial des arts nègres (organisé en décembre et dont le coût a été d'au moins 50 millions d'euros), il doit en avoir assez pour acheter du fuel», relève un autre.